**DOCUMENT PRÉSENTÉ À LA COMMISSION PARLEMENTAIRE SUR LE
PROJET DE LOI N° 15**

Jean-Bernard POCREAU, Psychologue, Professeur Titulaire (à la retraite) et Professeur Associé
– Université Laval

Lucienne MARTINS BORGES, Psychologue, Professeure Titulaire – Université Laval
Fondateurs et responsables du Service d'Aide Psychologique Spécialisée aux Immigrants et
Réfugiés (SAPSIR®)

1. Présentation du Service d'Aide Psychologique Spécialisée aux Immigrants et Réfugiés
(SAPSIR®)

Le SAPSIR® est un service de psychologie clinique et de psychothérapie qui s'adresse aux personnes (individus et familles) « venues d'ailleurs », principalement des personnes réfugiées ou demandeurs d'asile. Ces personnes sont référées par des intervenants du réseau de la Santé et des Services Sociaux, par des organismes communautaires, par des enseignants ou des intervenants du milieu scolaire. Ces personnes issues donc, des communautés ethnoculturelles, vivent des situations complexes, séquelles de leur vécu antérieur et de leur parcours migratoire, et de leurs particularités culturelles. Créé à l'Université Laval (École de Psychologie), en août 2000, le SAPSIR® s'appuie sur une approche interculturelle et ethnopsychiatrique qui prend en compte précisément la dimension culturelle dans laquelle ces personnes se sont construites et développées.

Le SAPSIR® agit également comme consultant auprès des intervenants des milieux communautaires et du réseau de la santé et des services sociaux. Il est aussi un lieu de formation d'intervenants spécialisés en interculturel et dispense des formations à l'ensemble des intervenants du réseau, d'un niveau général à un niveau avancé. Enfin, précisons qu'il s'agit d'un organisme indépendant, autonome, mais qui a développé des liens de partenariat, de longue date, avec différents organismes de la région 03 et de la communauté de Québec. C'est donc de cette place et de cette expérience que nous allons formuler des recommandations et des commentaires à cette Commission consacrée à la révision du projet de Loi 15, sur la Protection de la Jeunesse.

2. Caractéristiques de la population issue de la diversité culturelle et plus précisément de la
minorité ethnoculturelle

Lorsque nous parlons ici de minorité ethnoculturelle, celle qui nous préoccupe est principalement composée de familles réfugiées (mais pas exclusivement). Ces familles, pour la grande majorité d'entre elles, sont issues de sociétés traditionnelles, communautaires et ont dû fuir leur pays suite à des violences extrêmes (massacres, guerre, génocides). Elles ont séjourné de longues années dans des camps de réfugiés, plus ou moins organisés selon les cas, dans des pays voisins. Dans le cadre de la politique de régionalisation visant à réinstaller ces personnes « en région », la ville de Québec accueille environ 450 personnes (2018, 2019

et 2020) dont 50% sont des jeunes de moins de 18 ans. Ce sont des personnes et des familles Rohingyas (apatrides du Myanmar) réfugiés au Bangladesh, des Bhoutanais (Népal), de la République Centrafricaine, de la République Démocratique du Congo, du Burundi, de pays de l'Afrique de l'ouest (Côte d'Ivoire, Mali, Guinée...), pour n'en citer que quelques-unes. **Lorsqu'on souligne la surreprésentation à la Protection de la Jeunesse des enfants Noirs, c'est en grande partie de ces enfants dont il s'agit.**

D'emblée, nous constatons **la grande distance culturelle qui les sépare de la culture d'accueil – ici, le Québec – et les défis d'inclusion que cela représente**, et pour eux mais aussi pour nous. Le choc culturel concerne tout autant ces familles que les intervenants.

Nous ne pouvons développer ici tous les aspects des fonctions psychologiques de la culture d'origine. Retenons simplement quelques lignes directrices : la culture définit des catégories de pensée et d'action qui permettent de lire le monde et de donner un sens aux événements. Elle est aussi le siège de la formation des mondes symboliques : la langue, notamment, les représentations sociales et culturelles comme celles concernant l'État et ses représentants, et de façon plus globale, les visions du monde et de « l'ordre des choses ». **La culture contribue grandement à la construction de la représentation de l'enfant par son groupe culturel de référence, détermine la façon dont on doit en prendre soin et définit les rôles parentaux : qui les assume, comment et dans quel but, etc.** Pour terminer, ajoutons une dimension, et non la moindre, celle concernant la construction et le maintien de l'identité.

Cet ensemble cohérent est transmis en héritage, de générations en générations. Cette transmission est garante de stabilité et de sens ; elle suit les canaux de la filiation. Dans ce contexte, **l'appartenance culturelle constitue un facteur de protection et d'équilibre, autant pour le développement actuel, que pour le devenir de l'enfant appelé à être un adulte en bonne santé mentale.**

Les ruptures de filiation, et donc de transmission intergénérationnelle, sont dommageables. Elles ont un impact négatif à court, moyen et long termes pour le développement de l'enfant. Elles menacent la continuité de soi, rendent plus complexes la construction de son identité. Et si coupure il doit y avoir nécessairement, par un placement dans une famille d'accueil, cela doit se faire avec un impératif : celui de la préservation du lien avec sa famille, avec sa communauté, avec ses références culturelles, et ce, à toutes les étapes de l'intervention – du signalement jusqu'à la décision finale, y compris judiciaire.

Ces réalités culturelles, cette reconnaissance de la différence et des particularités ont été totalement prises en compte pour les communautés autochtones qui s'appuient sur la notion de « continuité culturelle » (cf. Loi C-92 du 1^{er} janvier 2020, intitulée *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis*). Certes, le contexte historique, politique et géographique (communautés avec un Territoire) est différent et spécifique aux Communauté Autochtones; mais, **les enjeux en termes de développement et de santé mentale sont rigoureusement les mêmes pour les enfants et leur famille issus des communautés traditionnelles que nous accueillons. Il s'agit de**

favoriser, dans les actions et interventions, des conditions de vie et de développement qui permettent à l'enfant immigrant de se développer pleinement et harmonieusement.

Toutefois, il y a des différences de parcours entre les enfants et familles autochtones et les enfants des familles réfugiées car ces derniers arrivent en terre d'accueil avec le projet d'y rester, d'y vivre comme citoyen canadien en respectant ou en s'alignant sur les comportements de la majorité – ce qui est dans l'ordre des choses et attendu. Mais cet objectif ne peut être atteint dès leur arrivée et il va falloir l'inscrire dans la durée et le concevoir par étapes. Ici, **il ne s'agit pas de penser ce parcours en termes de « continuité culturelle » mais plus en termes de « transfert culturel »**. Cette reconnaissance de la singularité de ces familles et de leur parcours d'inclusion/intégration doit apparaître dans la Loi de la Protection de la Jeunesse.

Certes, cette reconnaissance est nommée dans le présent projet de loi. Au 8ème « Considérant », il est souligné « l'importance de reconnaître la spécificité des enfants faisant partie de groupes minoritaires, tels que les enfants appartenant à des minorités ethnoculturelles » et au chapitre 2, section 1, article 4.3, alinéa d) « tenir compte des caractéristiques des minorités ethnoculturelles ». Mais rien n'est précisé ou défini; l'interprétation et l'application de ces principes est laissé libre, selon le jugement et la bonne foi des intervenants. Il serait important, par exemple, de clarifier de quelles caractéristiques il est nécessaire de tenir compte : représentations de l'État, rapport à l'autorité, conception de l'enfant et des soins à lui apporter, représentation de leur rôle de parents, entre autres. Cette prise en compte des références culturelles faciliterait l'adhésion aux propositions les concernant. Ces parents se sentiraient ainsi plus acteurs-participants.

3. Considérant l'importance de la culture fondatrice, de ses fonctions psychologiques dans le développement de l'enfant, de son rôle dans le maintien de la santé mentale et du bien-être psychologique, nous recommandons :

- 3.1. Que le facteur culturel soit pleinement reconnu et précisé dans la notion de « l'intérêt de l'enfant », même si cette notion a déjà un cadre juridique (Code civil québécois, article 33; Convention de l'ONU, 1989);
- 3.2. Que soit également reconnue la complexité des situations interculturelles et que l'accompagnement de celles-ci nécessite plus de temps et d'investissement;
- 3.3. Compte tenu de ce qui précède, qu'il y ait la possibilité de réévaluer la durée de certaines décisions de placement au-delà des délais prévus;
- 3.4. Que dans une logique de cohérence, la Loi sur la Protection de la Jeunesse s'inspire – dans la mesure du possible – des dispositions applicables aux familles autochtones, en les adaptant à la réalité des minorités ethnoculturelles. Cf le chapitre V.1, section 1, article 131. Sont concernés :
 - 3.4.1. Les modalités de la prise de décision concernant le parcours de l'enfant;
 - 3.4.2. Le recrutement de familles d'accueil issues de la diversité culturelle;
 - 3.4.3. Le choix d'une famille d'accueil ayant une proximité culturelle avec la famille d'origine, ou si ce n'est pas possible, que la famille d'accueil possède une réelle sensibilité à la différence culturelle;

- 3.4.4. L'identification de personnes proches et significatives pour l'enfant, tant sur le plan affectif que sur le plan culturel.
- 3.5. Que, dans une optique de prévention, plusieurs actions soient mises de l'avant, en amont, avant qu'un signalement soit retenu :
- 3.5.1. Par une formation en interculturel des principaux signalants, à savoir, professionnels de la santé et services sociaux, personnel du milieu scolaire et des garderies et policiers (un peu plus de 60% des signalants);
- 3.5.2. Que dans toutes les situations nécessitant une décision, à toutes les étapes du processus, soient consultés des intervenants familiaux et formés à l'interculturel (Intervenant pivot Interculturel – IPI) et, pour le milieu scolaire, les Agents en milieu culturel et les RAMI (réseau d'agents en milieu interculturel);
- 3.5.3. Dans tous les cas, que soient privilégiées des actions en amont et en valorisant une approche de proximité, où les acteurs de la communauté sont mis à contribution, notamment les organismes communautaires dédiés, et ce, de façon concertée.
- 3.6. Que pour faciliter et accompagner le « transfert culturel », notamment des pratiques parentales et des soins à donner à l'enfant, soit instituée pour les familles immigrantes issues des sociétés traditionnelles, une période d'acculturation de la parentalité :
- 3.6.1. En créant des « espaces d'échanges et de partage » où les bonnes pratiques éducatives peuvent être discutées entre les familles arrivantes, les familles déjà installées et les intervenants. À ce sujet, il serait intéressant de s'inspirer de ce qui se fait en francisation. Cela pourrait prendre la forme de « stages ou d'ateliers de parentalité », qui seraient fortement encouragés comme le sont ceux de la francisation. L'apprentissage de la langue et celui du « savoir vivre en famille et ensemble », dans le respect des pratiques parentales d'ici, constituent des facteurs majeurs dans le processus d'inclusion. Rappelons que l'enfant est le vecteur de l'intégration à la société d'accueil et constitue, pour la plupart des réfugiés, leur projet de vie central.
- 3.7. Concernant les intervenants :
- 3.7.1. Que soient mis de l'avant des programmes de formation continue en interculturel, dont le suivi serait obligatoire pour tous les intervenants œuvrant au sein de la Protection de la Jeunesse, incluant les personnes assumant des fonctions décisionnelles (chefs d'équipe, coordonnateurs cliniques et réviseurs). Certains intervenants ont plus de sensibilité culturelle que d'autres. Dans cette optique de partage, pourraient s'instituer des « communautés de pratiques en interculturel » favorisant l'acquisition des connaissances et le maintien de l'attention aux particularités des situations en interculturel, et ce, durant toutes les étapes du processus. Ces « communautés de pratique » permettraient également d'assurer continuité et cohérence lorsqu'il y a des étapes, des changements ou des décisions dans le parcours du jeune.

- 3.7.2. Que les intervenants aient l'obligation de préciser dans leurs rapports, comment la prise en compte des caractéristiques culturelles s'est concrétisée dans leurs interventions, leurs analyses, leurs décisions et les définitions des trajectoires, enfin, quelles actions concrètes ont été posées et évaluées.
- 3.7.3. Qu'une modalité d'informations et de saisies des données soit clairement définie, obligatoire et accessible pour toutes les situations interculturelles (origine culturelle, statut migratoire, parcours pré-migratoire et post-migratoire). Cette mesure aurait pour effet d'encadrer et de mieux définir les interventions et de prévenir certaines distorsions d'orientation, dès le départ.
- 3.7.4. Que soit rendu obligatoire le recours à un interprète dans toutes les étapes du processus pour éviter incompréhension et malentendus. L'article 6, alinéa a), b), c) concernant la transmission des informations et des explications devrait souligner cette nécessité. Il est inutile de rappeler que les interventions de la DPJ déclenchent des réactions émotionnelles fortes, liées à la crainte de perdre leurs enfants. Celles-ci bloquent ou perturbent souvent la compréhension. Une attention particulière doit donc être portée à tout ce qui concerne les modalités de transmission des informations et s'appuyer sur les habitudes culturelles propres à ces personnes.
- 3.7.5. Que des outils d'aide à la décision et des grilles d'évaluation du développement de l'enfant et des habiletés parentales validés culturellement soient utilisés par les intervenants.

Enfin, de manière générale, la Protection de la Jeunesse devrait se pencher sur la représentation qu'en ont d'elle les usagers et en particulier, les minorités ethnoculturelles. Pour beaucoup, la Protection de la Jeunesse est vue comme une menace, un danger – celui de l'ingérence dans les affaires familiales et du pouvoir qu'elle a de retirer jusqu'à la majorité, leurs enfants et donc, de rompre de façon définitive les liens d'appartenance à leur famille. Bien souvent, cette représentation est déjà véhiculée dans les camps de réfugiés et a un impact réel sur les rapports futurs de collaboration. Une attention particulière devrait être apportée sur ce point afin que puisse être dépassée la méfiance initiale et que les interventions se construisent dans la confiance. Une partie de cette tâche incombe aux intervenants, par leur façon d'être en relation et dans l'application de cette loi.

L'objectif de ces recommandations est de rendre la Protection de la Jeunesse culturellement compétente dans l'application de ses mesures et le respect de son mandat.

Québec, 15 février 2022